

# LE TEMPS

---

crise de la dette Jeudi 30 juin 2011

## La Grèce a maintenant besoin de l'appui des banquiers européens

Par Pierre-Alexandre Sallier

### Gros plan sur l'effort négocié avec les banques par Paris ou Berlin. C'est la deuxième condition devant permettre le déblocage d'un nouveau plan de sauvetage triennal en faveur d'Athènes

Alors que le premier ministre grec, Georges Papandréou, achevait, mercredi après-midi, le marathon parlementaire ayant mené à l'adoption d'un nouveau plan d'austérité, une autre réunion, se prépare à Berlin. Tout aussi cruciale. Jeudi, son Ministère des finances y recevra les principaux banquiers du pays. Afin de discuter de leur participation au sauvetage de la Grèce. Hier, le patron de Deutsche Bank, a déclaré s'attendre à «des charges importantes» selon l'option retenue.

La solution discutée pourrait bien ressembler à l'effort obtenu de «ses» banques par Paris dans la nuit de vendredi. D'après les détails révélés dimanche par Le *Figaro*, les établissements français détenteurs d'emprunts grecs arrivant à échéance d'ici à l'été 2014 accepteraient «volontairement» – le terme est essentiel – de ne pas exiger d'être remboursés immédiatement. A chacune des échéances, ces banques «reprêteront» à Athènes dans la foulée – les Anglo-Saxons parlent de «roll-over» – 70% des sommes exigibles. Ceci via la souscription de nouveaux emprunts obligataires grecs d'une durée de trente ans. Ceux-ci seraient assortis d'un taux d'intérêt limité à 5,5% – la moitié des conditions imposées actuellement par les marchés – auquel s'ajouterait un «bonus» dépendant du redémarrage de l'économie grecque. Le reste des montants dus servirait à faire fonctionner une sorte de caisse d'assurance spéciale, chargée de garantir le remboursement des nouveaux prêts.

L'obtention d'une telle participation au sauvetage de la Grèce de la part des milieux bancaires européens – qui avaient largement poussé à la mise en place de l'euro, il y a vingt ans – se résumerait à un chiffre pour la Grèce: selon les estimations courant depuis trois jours, il lui offrirait un ballon d'oxygène de 30 milliards d'euros au cours des trois années à venir. Ceci s'ajouterait aux 60 milliards du nouveau plan d'aide européen que doivent décider – peut-être la semaine prochaine – les pays européens «partenaires» de la Grèce. Au total, ces 90 milliards d'euros permettraient donc à Athènes de faire face à l'essentiel des 110 milliards dont elle aurait besoin ces trois prochaines années, selon les estimations de la banque ING. Activé cet été, ce soutien des banques de la zone euro permettrait notamment à Athènes de faire face au remboursement d'un crédit de 6,6 milliards. Et écarterait l'ombre du défaut de paiement, objet de toutes les spéculations depuis un an et demi.

Reste à savoir si les agences de notation accepteront de considérer l'éventuelle obtention, ces prochains jours, d'un tel renouvellement de leurs prêts par les banques françaises, allemandes, britanniques ou italiennes comme «volontaire». Et non comme un «défaut» qui ne dirait pas son nom.

### Insistance américaine

La question est tout sauf sémantique. De la prononciation de ce verdict du «défaut» dépend l'activation de dizaines de milliards d'euros d'assurances appelés «credit default swaps» ou CDS. Ces produits dérivés avaient été contractés par les banques européennes au fil du temps, afin de ne pas tout perdre si la Grèce finissait par ne plus rembourser ses engagements. Qui devrait régler ces

assurances? En grande partie les banques américaines. C'est ce que révèlent les données publiées début juin par la Banque des règlements internationaux. Peu impliquée en direct sur les prêts à la Grèce, Wall Street n'en reste pas moins exposée indirectement à un éventuel défaut de paiement du pays à hauteur de 32 milliards de dollars. En raison des CDS proposés à d'autres établissements. Six fois plus importante que celles planant sur les banques allemandes, cette menace permet de comprendre l'insistance de Washington pour ne pas laisser Athènes faire défaut: ceci forcerait ses banques à devoir rembourser en masse de telles assurances.

Mais qui décide de l'activation de ces CDS? Un comité de l'ISDA - l'Association internationale «des swaps et dérivés» - constitués de quinze membres, dont BNP Paribas, la Société Générale ou Deutsche Bank. Précisément les banques à qui il est demandé d'éviter à la Grèce de faire faillite.

**LE TEMPS** © 2011 Le Temps SA